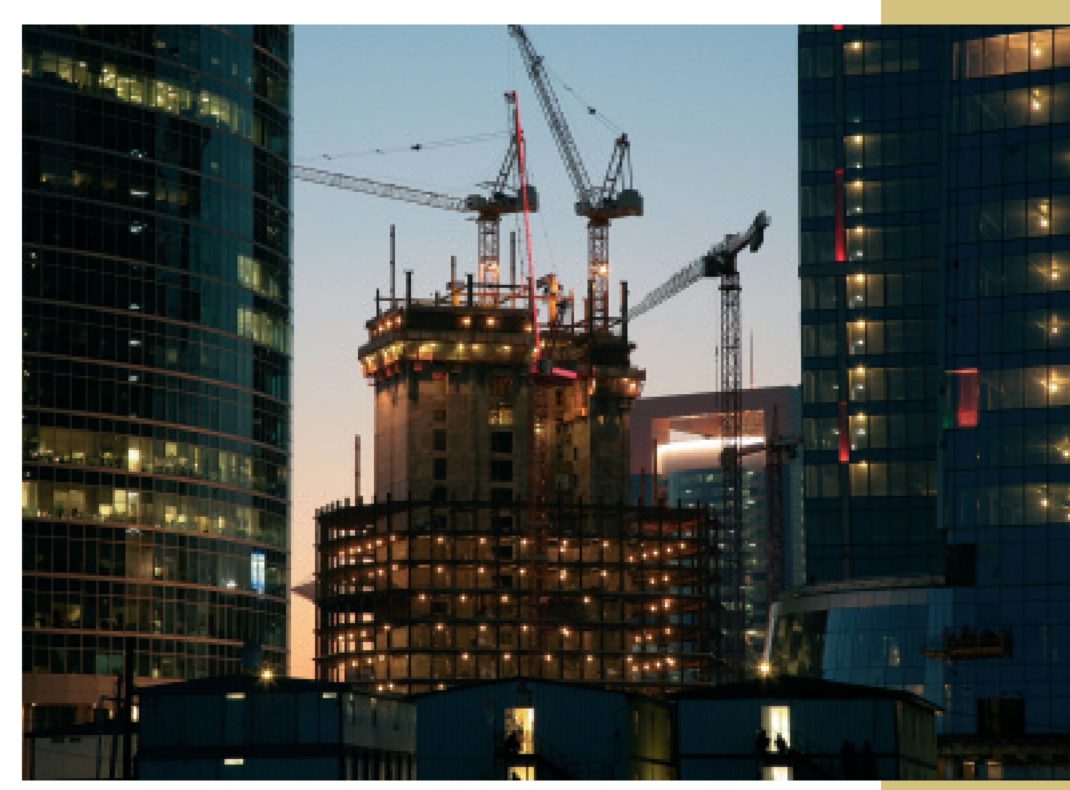
Avant-propos

Avec le quatrième Forum urbain mondial[1], nous assistons à la confirmation d'un tournant de l'histoire. Il est désormais confirmé que « le monde habite en ville », et que l'urbanisation du monde, c'est d'abord le développement accéléré de l'habitat informel, de la pauvreté urbaine, avant même la croissance spectaculaire des grandes métropoles. Les défis à relever par la communauté internationale sont considérables, si l'on souhaite que la croissance urbaine se combine avec le développement durable. Pour espérer y parvenir, il est indispensable d'accélérer le renouvellement des pratiques et des politiques urbaines engagé depuis quelques années et mis au grand jour à l'occasion du Forum urbain mondial de Vancouver en 2006. Les réseaux professionnels peuvent constituer l'un des lieux d'élaboration de la fabrique urbaine de demain, et pour cela, les mutations engagées doivent s'accélérer et se pérenniser.

Jusqu'en 2006, et ce malgré l'existence d'organisations professionnelles d'urbanistes et de développement urbain anciennes, telles que l'*Association Internationale des Urbanistes* (AIU-ISOCARP) ou l'*International Urban Development Association* (INTA), le contexte était marqué par l'histoire territoriale des organisations, soit au regard de leur appartenance nationale, soit au regard de sphères d'influences géopolitiques traditionnelles. Cela a changé. Les réseaux d'urbanistes sont en mouvement, guidés par la nécessité, celle de faire de l'urbanisme et de l'aménagement (planning), un outil efficient au service d'une globalisation urbaine durable, et un outil au service du quotidien à l'échelle locale. La notion même de réseau connaît une transformation profonde. A la notion de « club » chargé de promouvoir les intérêts corporatistes de ses membres et d'échanger entre pairs, s'est substituée une approche ouverte, fondée sur la dynamique de réseaux de réseaux. L'objectif partagé est désormais de diffuser de nouvelles pratiques et de nouvelles stratégies urbaines à grande échelle, et de soutenir l'adaptation des urbanistes aux mutations urbaines, énergétiques, financières. Il s'agit également d'ouvrir des discussions fructueuses dans d'autres domaines d'action comme la prévention des risques majeurs (*Hyogo Protocol*) ou avec des réseaux de collectivités locales (*United cities and local governement*) ou de métropoles (*Metropolis*).
La création de *Global Planners Network* (GPN) en



[1] Forum urbain mondial de Nanjing. *Harmonious Cities*. Nanjing, 3-6 novembre 2007



2006 à Vancouver constitue une illustration intéressante de ces dynamiques renouvelées. Ce réseau informel (ce n'est pas une organisation au sens classique du terme) a pour objet de promouvoir la Déclaration de Vancouver signée aujourd'hui par 25 organisations professionnelles dans le monde, au premier rang desquelles l'*American Planning Association* (APA), le *Royal Town Planning Institute* (RTPI), le *Planning Institute of Australia* (PIA), le *Canadian Institute of Planners* (CIP), et la *Commonwealth Association of Planners* (CAP).

La création de GPN a permis d'enclencher un mouvement important à de multiples échelles, et de décloisonner les réseaux existants. A l'échelle internationale, dans l'aire des Caraïbes et du Pacifique afin d'anticiper sur les mutations climatiques.

A l'échelle européenne, avec une nouvelle impulsion donnée aux réseaux de développement urbain et la recherche de convergences entre ces derniers.[2] A l'échelle africaine, avec la célébration des Journées mondiales de l'urbanisme de Yaoundé (Cameroun). *Développement urbain durable en Afrique : défis pour le troisième millénaire* (6-8 novembre 2007), associant organisations professionnelles des aires géographiques arabophones, francophones, et anglophones, et l'affirmation du rôle de *l'African Planning Association* comme point focal de l'action des urbanistes africains.[3]

Revaloriser le métier d'urbaniste, reformuler le débat urbain, décloisonner les pratiques, sont aujourd'hui autant de priorités pour les urbanistes et qui doivent être partagées bien plus largement. C'est ce dont le présent document, fruit d'un travail conduit par l'ISTED avec la *Société française des urbanistes*, en partenariat avec la *Fédération nationales des agences d'urbanisme, l'AdP Villes en développement*, et le soutien du Ministère des affaires étrangères, veut témoigner, tout en s'adressant au plus grand nombre.

Nicolas Buchoud, Délégué international de la SFU.

Jean Pierre Gautry, Président de la Société Française des Urbanistes

[2] Voir par exemple la rencontre de Marne la Vallée (juin 2008) « De la Charte de Leipzig à un référentiel européen commun de la ville durable », qui a rassemblé pour la première fois le RTPI, l'association internationale de développement urbain INTA, le Conseil européen des urbanistes (ECTP-CEU), la SFU, le grand réseau européen European Spatial Planning Observation Network (ESPON)

[3] Voir aussi en retour la conférence *Planning Africa : shaping the future*, de Johannesburg (avril 2008)

Des enjeux primordiaux pour des réseaux globalisés

L'accélération des changements économiques, sociaux et environnementaux se poursuit, avec une multiplication des arènes de rencontres internationales au sein des quelles s'élaborent les orientations et les politiques reprises par les grandes organisations internationales. Elles témoignent d'un brassage accru des idées et l'apparition de nouveaux discours et de nouvelles pratiques sur la ville. Il est essentiel de participer à ce débat et de renforcer les réseaux capables de faire valoir les choix portés par les organisations professionnelles, à l'occasion des événements de l'agenda urbain l'international.

La restructuration des modèles de coopération Nord/Sud révèle une complexification des enjeux propres aux pays en développement et la diversité des contraintes auxquelles ils doivent faire face (accélération de la croissance urbaine, étalement urbain, capacité d'investissements limitée, menaces climatiques…). De plus en plus de professionnels de l'urbanisme sont formés dans les pays du Sud et doivent répondre à ces défis. La recherche de nouvelles solutions implique une reformulation du dialogue avec les urbanistes du Nord.



Enfin, de nouveaux outils d'urbanisme sont créés dans un cadre globalisé et concurrentiel. Le phénomène urbain est largement universalisé et pose la question d'un partage des instruments (sectoriels ou transversaux) et des ressources pour relever des défis communs pour l'aménagement de la ville durable.

Pour une nouvelle gouvernance des établissements urbains
Global planners network

La contribution: « Réinventer l'urbanisme: pour une nouvelle gouvernance des établissements humains » s'inscrit comme un complément à la *Déclaration de Vancouver* 2006. Elle définit les principes fondateurs d'une nouvelle approche de la gestion des établissements humains, appelé « le Nouvel Urbanisme ». Les modes de formation et les pratiques traditionnelles de l'urbanisme ne sont plus adaptés aujourd'hui au rythme des mutations urbaines. Le Nouvel urbanisme se distingue des pratiques de planification urbaine qui ont été mises en œuvre tout au long du XX° siècle, et qui dans de nombreux pays du tiers-monde, ont été appliquées dans un contexte colonial, sans jamais avoir été vraiment réactualisées. Au contraire, la croissance urbaine du XXI° siècle implique *a minima*, un effort en faveur de l'innovation et de la créativité urbaines, le développement des transferts de connaissance et un effort accru dans le domaine de la formation. Le mode d'emploi du Nouvel urbanisme n'est pas gravé dans le marbre. Le Nouvel urbanisme relève plutôt d'un ensemble de principes de base, susceptibles d'être adaptés selon les contextes d'exercice rencontrés, en tenant compte des pratiques culturelles et des systèmes de gouvernement qui les caractérisent.

Source: http://www.globalplannersnetwork.org

Créer des liens durables autour d'une visibilité forte

Se rassembler autour d'un projet commun

Le rapprochement entre organisations est un puissant moyen d'apporter une meilleure visibilité internationale aux différents réseaux de professionnels urbanistes. C'est ainsi que les plus grandes centrales anglo-américaines (*Commonwealth association of planners CAP, Royal town planning Institute RTPI, Planning institute Australia PIA, American association planning APA, Canadian institute of planners CIP*) ont créé en juin 2006, lors du Congrès Mondial des Urbanistes de Vancouver en 2006, le *GPN*: *Global planners network*. Conçu comme une plateforme de l'offre anglo-américaine en termes d'urbanisme, le GPN se définit comme un lieu d'échange d'idées et d'expériences, respectant l'indépendance des membres qui le composent. Le prochain congrès du GPN aura lieu à Zhenjiang, en Chine du 31 octobre au 2 novembre 2008. Cette rencontre sera l'occasion de mesurer l'avancée des synergies entre ses organisations membres et de mobiliser son réseau avant le Forum Urbain Mondial 4 de Nanjing qui se tiendra dans la foulée.

Les acteurs français du développement urbain à l'échelle internationale

Différentes associations de professionnels coexistent à l'échelle du territoire français, disposant chacune d'une entrée spécifique sur le monde de l'urbain et pour certaines d'une activité tournée vers l'international. L'offre est large en matière urbaine, avec des instruments aussi divers que la formation professionnelle, la coopération décentralisée, les services urbains ou le renforcement des structures techniques locales.

Reconnue à l'international, l'expertise française est également évolutive et s'adapte aux grands changements économiques et institutionnels. La promotion des stratégies de gouvernance et de décentralisation dans les pays de la zone de solidarité prioritaire constitue un bon exemple. Afin de valoriser le savoir-faire français dans les grands débats internationaux, il est aujourd'hui nécessaire de renforcer l'interface européenne avec le *Conseil Européen des Urbanistes CEU*, créé en 1996 et la promotion de la ville durable (*Charte d'Athènes 2003*).



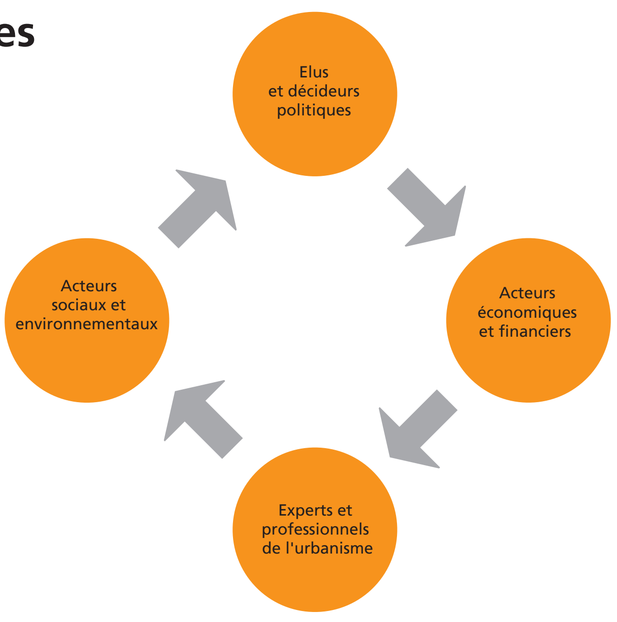
La **Société française des Urbanistes (SFU)** créée en 1911, membre de l'**Association Internationale des urbanistes (AIU/ISOCARP)** et membre fondateur du **Conseil européen des urbanistes (CEU/ECTP)**, organise chaque année les Journées mondiales de l'urbanisme. www.urbanistes.com

L'association AdP Villes en développement créée en 1979 regroupe des professionnels du développement urbain, exerçant au profit des pays en développement, et assure la rédaction du bulletin « Villes en développement » géré par l'ISTED. www.adp.asso.fr

La **Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme (FNAU)** créée en 1980 publie une lettre internationale et une plaquette qui présentent de nombreuses actions à l'international développées avec les agences de son réseau. www.fnau.org

Le regroupement des organismes français s'opère progressivement notamment sous l'égide du **Conseil Français des Urbanistes (CFDU)** créée en 1996 qui est à l'initiative de la création de l'**Office de qualification professionnelle des urbanistes**. www.cfdu.org

Valoriser la parole des urbanistes



Dans la mise en place des politiques urbaines, les élus travaillent avec des acteurs aux intérêts divers. Ces acteurs contribuent à un débat sur la ville en perpétuelle évolution. Si dans l'idéal, chacun pèserait du même poids au sein du débat, il n'en va pas de même dans la réalité. Les ressources disponibles pour chaque acteur sont trop souvent disparates et la subordination des intérêts citoyens ou professionnels aux intérêts économiques trop souvent répandue. La nécessité de replacer chaque acteur, au sein de la discussion constitue un enjeu primordial dans la construction d'une ville durable.

L'objet d'un réseau de professionnels urbanistes vise ainsi la valorisation de la parole de l'expert dans ce débat. Trop souvent, la planification et l'urbanisme ont été perçus comme des savoirs périphériques monopolisés par l'Etat, laissant le champ libre à l'architecture comme discipline organisatrice de la société urbaine. L'ouverture de la commande publique aux urbanistes est un enjeu d'importance, notamment dans les pays du Sud, où la faible reconnaissance de l'expertise locale et les décalages entre formations existantes et les besoins tendent à marginaliser les professionnels de la ville.

Le débat sur la ville et les experts

Dans le débat sur la ville, qui se déroule à l'échelle locale comme à l'échelle globale, les professionnels de l'urbanisme sont amenés à redéfinir les conditions d'exercice de leur métier et de leurs relations, d'une part avec les décideurs politiques d'autre part, avec les acteurs financiers, économiques, sociaux et environnementaux.



Mobiliser les réseaux sur des orientations stratégiques

Fédérer les professionnels français autour d'un même référentiel

Le référentiel du métier d'urbaniste a été élaboré en 2006 à la suite d'une demande du Ministère de l'Équipement (DGUHC) par l'ensemble des représentants des organisations membres de l'Office Professionnel de Qualification des Urbanistes. A travers 16 « fiches métier », ce document décrit précisément le métier de l'urbaniste tel qu'il s'exerce aujourd'hui en France, et clarifie son champ d'intervention en identifiant 7 grands domaines d'activité : Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Production d'opérations, Gestion territoriale, qui constituent le « cœur du métier », d'une part, et Coordination et pilotage, Animation et communication et Production des savoirs, d'autre part.

Ce référentiel important pour la profession a fait l'objet d'une publication de grande diffusion dans le supplément du « Moniteur » 29/09/2006.

4 grandes priorités

1. Promouvoir une meilleure gouvernance urbaine et réduire les inégalités
2. Accroitre le potentiel économique et financier des villes
3. Répondre aux défis du changement climatique
4. Former de nouveaux professionnels avec une qualification reconnue.

- **Améliorer l'efficacité des projets.**
  Lors du Forum urbain de Vancouver en 2006, les associations des professionnels de l'urbanisme se sont engagées à améliorer l'efficacité des projets et des politiques urbaines. Cela ne peut se faire qu'en renforçant simultanément la qualité et la place de l'expert dans les ressources indispensables à la conception et la réalisation de ces politiques.

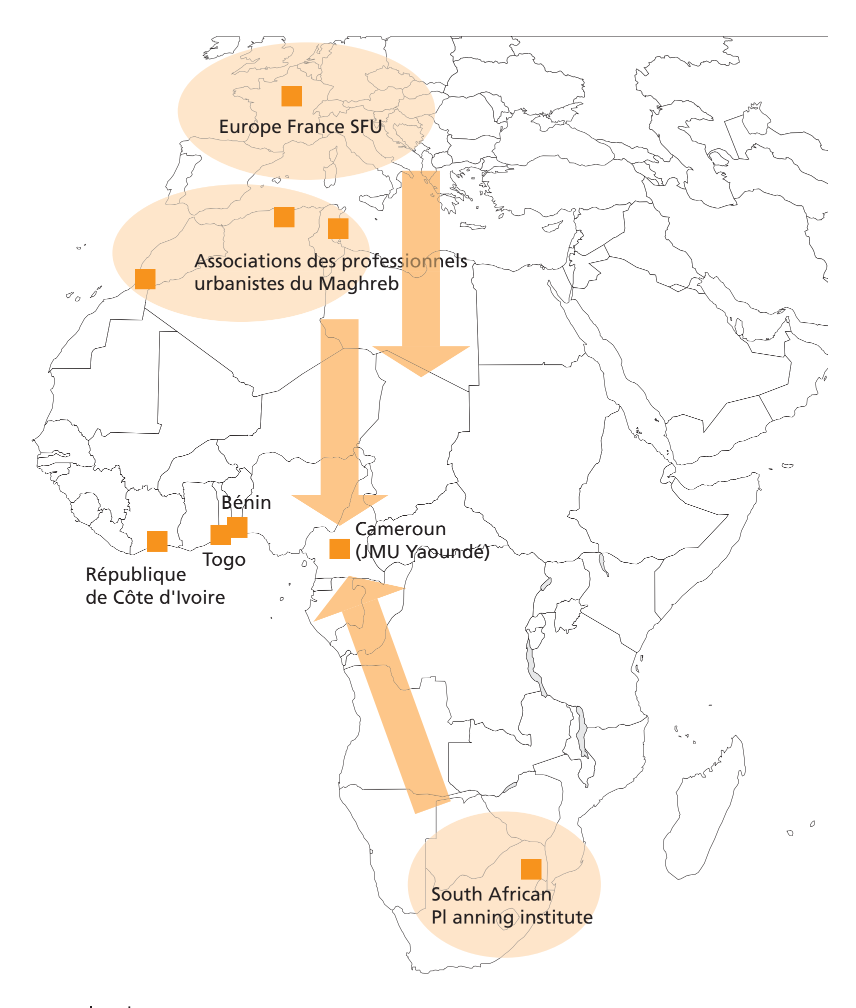
- **Assurer la complémentarité des rôles.**
  L'expert et les professionnels de la ville travaillent de pairs avec les élus et les décideurs politiques, les acteurs économiques et financiers, les agents du secteur social et environnemental. L'un des points essentiels réside dans la mise en place de clés de compréhension du système urbain qui éclairent la complémentarité des acteurs qui y participent.

- **Faire évoluer les savoirs avec les pratiques.**
  L'échange d'expériences sur les pratiques urbanistiques, associé à la recherche et à la capitalisation des savoirs constitue un autre objectif pour les réseaux professionnels. Cela suppose la création d'espaces où les opérationnels puissent confronter leur expérience avec les formateurs et les chercheurs.



Disséminer l'expérience à partir d'un foyer

Le foyer historique de création des réseaux de professionnels urbains reste occidental, avec une présence marquée des anglo-américains (*Royal Town Planning Institute RTPI*, *Commonwealth Association of Planners CAP*, *Planning Institute Australia PIA*, *American Planning Association APA*, *Canadian Institute of Planners CIP*). De grands réseaux internationaux tels *l'INTA* (*International Urban Development Association*), *l'AIU/ISOCARP* (*International Society of City and Regional Planners*) ou l'*IFHP* (*International Federation for Housing and Planning*) sont également actifs et organisent chaque année un Congrès annuel permettant échange et diffusion de bonnes pratiques en matière urbaine.



En parallèle, nous assistons aujourd'hui à une diffusion de la logique de réseau dans les pays du Sud. L'Afrique constitue un bon exemple de ces stratégies à l'œuvre, avec une montée en puissance des organisations professionnelles du Maghreb et de l'Afrique du Sud et de l'Afrique Sub-saharienne. Le rapprochement entre ces grandes familles s'est opéré lors des dernières JMU à Yaoundé (novembre 2007) ou a été formalisée l'entrée des professionnels francophones dans *l'African Planning Association.*

La montée en puissance de structures professionnelles autour de l'urbain dans les pays du Sud constitue un facteur éminemment positif au service d'un développement urbain durable à l'échelle régionale et locale. La promotion des acteurs du Sud (à l'image de la récente nomination de Budiarsa Sastrawinata, député indonésien, à la tête de l'*INTA*) autorise un traitement spécifique des villes en développement, distinct du simple modèle de transfert unilatéral.

Les JMU 2007 de Yaoundé: une dynamique africaine







La journée du 8 novembre a été déclarée depuis 1949 « Journée mondiale de l'urbanisme » afin de faire appel à la conscience des citoyens et des collectivités pour mettre en perspective les impacts environnementaux liés au développement des villes et des territoires. Célébrées dans plus de 30 pays sur 4 continents, les JMU ont été organisées en 2007 à Yaoundé, par la *Société Française des Urbanistes* et *l'Ordre National des Urbanistes du Cameroun*, avec l'appui du Ministère camerounais du Développement Urbain et de l'Habitat et celui de l'Ambassade de France. La question centrale des rencontres était formulée comme suit: « Comment faire en sorte que la ville demeure source d'économie, de développement humain et de lien social, en équilibre avec les différents territoires? » Les séances plénières, tables rondes et ateliers autorisaient un dialogue poussé autour de thèmes aussi divers que le développement urbain durable en Afrique, la gouvernance urbaine, l'élaboration d'une Charte Africaine d'urbanisme, le développement des quartiers d'affaires… A la différence des autres continents, l'Afrique connaît un rattrapage accéléré de son niveau d'urbanisation et dispose de défis propres liés à des thèmes spécifiques. Mais Les JMU de 2007 ont été aussi l'occasion d'ouvrir le débat entre professionnels sur des enjeux plus globaux, auxquels toutes les villes du monde sont confrontées. La mise en réseau des savoirs, des compétences et des expériences a constitué un thème récurrent de la rencontre, repris en écho lors à la *Conférence Planning Africa* organisée en avril 2008 à Johannesburg sur le chemin du Congrès mondial du GPN à Zhenjiang et du FUM4 de Nanjing. Le FUM sera un lieu de concrétisation des dynamiques de réseau engagées depuis 2006 en Afrique dans le cadre d'une session sur les enjeux du développement urbain et des compétences professionnelles en Afrique

Contact: http://www.journees-mondiales urbanisme.org/

Listes des intervenants et organisateurs



Saïd **Almi** (Docteur en urbanisme, SFU Algérie)

Pascal **Anon Adibine** Ministre des Domaines des Affaires foncières du Cameroun

Adam **Ashraf** (Président de la South African Planing Institute Afrique du Sud)

Abou **Bahou** (Secrétaire général des urbanistes de Côte d'Ivoire)

Charles **Bonhomme** (SCAC, Ambassade de France au Cameroun)

Nicolas **Buchoud** (Délégué international SFU)

Catherine **Carron** (Nantes Métropole, URBACAM)

Morched Chabbi (Association tunisienne des urbanistes, Président)

Sylvain **Djache Ndzeja** (SFU, Responsable de la coordination des JMU, Cameroun)

Hippolyte **Etende Nkodo** (Secrétaire général de l'Ordre national des urbanistes du Cameroun)

Jean-Pierre **Gautry** (SFU, Président)

Michel **Guidi** (Coordinateur du PADCDU Cameroun)

Louis **Lhopital** (ISTED, Chargé de programme)

Samuel Ebiana **Lifanda** (Délégué de la Communauté Urbaine de Limbe)

Alain **Melat** (SFU, Responsable de la coordination des JMU,France)

Khalid **Mikou** (Docteur en sociologie urbaine et architecte, Maroc)

Bernard Momo (Maire de la ville de Dshang)

Olivier **Mourareau** (Chargé de mission, MAEE, France)

Théophile **Moyo Yimgaing** (Président de l'Ordre national des urbanistes du Cameroun)

Alain **Naman** (SFU, Délégué pour les quartiers d'affaires)

Adelayo **Ndjegoema** (Enseignant Urbaniste à l'EAMAU Togo)

Gabriel **Ogalama** (Enseignant Urbaniste à l'EAMAU Togo)

Owoutou **Ondoua** (IFORD, Yaoundé)

Juliette Paradis (Enseignante Urbaniste à l'ESIAU Bamako)

Max Jacques **Rodriguez** (Conseiller technique au Ministère du Développement Urbain et de l'Habitat du Cameroun)

Georges **Serre** (Ambassadeur de France au Cameroun)

Clobert **Tchatat** (Ministre du Développement Urbain et de l'Habitat du Cameroun)

Gilbert **Tsimi Evouna** (Délégué du gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Yaoundé)

Claude **Trouard-Riolle** (Chef du SCAC Ambassade de France au Cameroun)

Jean **Yango** (Directeur de l'Atelier d'urbanisme de la Communauté Urbaine de Douala)

Mohamed **Zniber Fawzi** (Urbaniste et architecte, Maroc)

Félix **Zossou** (Ministère du développement urbain du Bénin)

Afrique : Des réseaux de professionnels actifs



Le Cameroun: à l'initiative du rassemblement des urbanistes africains

L'accueil des JMU de 2007 par le Cameroun et l'Organisation des urbanistes du Cameroun constitue à lui seul un bon exemple des stratégies de valorisation de l'expertise urbaine. Au sein de la communauté urbaine de Yaoundé, la planification et l'aménagement responsable du territoire ont été replacés au centre des préoccupations politiques, avec la mise en place d'un contrat de ville. La ville de Douala dispose ainsi d'un atelier d'urbanisme chargé de conduire des réflexions, d'élaborer une planification et une programmation et de réaliser des études de faisabilité dans le domaine de l'aménagement et de la gestion urbaine. L'atelier a notamment collaboré à la mise en place de différents projets (eau et assainissement notamment), en renforçant les capacités internes des municipalités. Dans le cadre de la coopération décentralisée française entre la commune de Dschang et Nantes Métropole, de nombreux projets ont été concrétisés, maximisant le potentiel touristique de la ville, le développement durable et la formation de techniciens pour la mise en valeur du patrimoine culture.



Le Maghreb: carrefour des professionnels de l'urbain

Les JMU de Yaoundé ont vu une présence forte des organisations professionnelles du Maghreb, avec notamment *l'Association tunisienne des urbanistes*, *l'Association des Aménageurs et Urbanistes Algériens* et des architectes urbanistes du Maroc. La mondialisation des pratiques urbaines est aujourd'hui une réalité plus que préoccupante pour les différents professionnels de la ville. L'intervention de puissants capitaux privés sur des mégaprojets visant essentiellement une rentabilité financière révèle le risque inhérent d'une marginalisation de la parole de l'urbaniste dans le cadre d'un aménagement territorial d'ensemble. Ce dernier n'est pas un simple opérateur technique mais participe directement à la façon dont on conçoit la ville, et doit être valorisé en tant que tel. Les organisations professionnelles du Maghreb se mobilisent également fortement en faveur de la mise en réseau du continent africain et insistent fortement sur le rôle structurant de l'urbaniste au sein de chaque communauté nationale.





La construction d'un réseau à l'échelle continentale: le rôle de l'Afrique du Sud

Les JMU de Yaoundé ont permis aux urbanistes africains francophones (Algérie, Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Maghreb, Togo) de rejoindre la plate-forme professionnelle commune aux associations africaines d'urbanistes, *l'African Planning Association* à l'initiative la *Société Française des Urbanistes* et de la *Commonwealth Association of Planners (CAP).* Cette organisation avait été lancée à l'initiative de l'Afrique du Sud en 2002 et formalisée par la déclaration de Durban. Représentée par son Président, Ashraf Adam lors des JMU de 2007, le *South African Planning Institute*, créé en 1996, a été très actif dans la mise en réseau des professionnels de la ville. D'abord concerné par la production de normes d'action en urbanisme pour l'Afrique du Sud, le SAPI est progressivement devenu l'apôtre du partage d'expériences et de pratiques à l'échelle continentale, notamment à travers les grandes conférences *Planning Africa.* La dernière session de Johannesburg en avril 2008, sous le thème « *Shaping the future* » appelait directement à une connexion accrue entre professionnels de l'urbain. Cette mise en réseau devrait rebondir à l'automne 2009 avec l'organisation des Journées mondiales de l'urbanisme par le Bénin dans un contexte de rapprochement avec l'association des urbanistes du Nigéria.

La formation au cœur des préoccupations des réseaux

Les questions de la formation des urbanistes dans les pays d'Afrique ont été largement débattues lors des dernières JMU de Yaoundé. La diversité et l'extrême éparpillement des programmes sur l'urbain rappellent que la l'urbanisme qu'il est difficile d'institutionnaliser une discipline aussi transversale au croisement de différentes approches. Les interventions lors des JMU ont souligné le maintien d'une certaine discrimination en faveur de disciplines jugées plus « nobles », comme l'architecture. Il importe que l'urbanisme se distingue de cette pensée architecturale afin de développer une véritable expertise sur la ville, cohérente et liée à une vue d'ensemble sur le territoire. De nombreux instituts de formation étaient ainsi présents lors des JMU 2007, à l'image de *l'École Africaine des Métiers de l'Architecture et de l'Urbanisme* de Lomé, de l'*Ecole Nationale Supérieure Polytechnique* de Yaoundé de *l'Ecole spéciale d'architecture et d'urbanisme* de Bamako ou d'autres écoles d'urbanisme, d'architecture, d'ingénierie basées à Alger, Tunis, Casablanca…

Déclaration de Yaoundé
Journées mondiales de l'urbanisme 2007

Nous, hommes et femmes, acteurs de la ville, réunis pour les Journées mondiales de l'urbanisme 2007 à Yaoundé, capitale du Cameroun, co-organisées par l'Ordre National des Urbanistes Camerounais (ONUC) et la Société Française des Urbanistes (SFU) et ses partenaires, gouvernements du Cameroun et de la France, Services des États, collectivités territoriales, institutions, enseignants, chercheurs, entreprises, citoyens,

Attendu que le 8 novembre a été déclaré Journée Mondiale de l'urbanisme depuis 1949 et qu'il est célébré dans plus de 30 pays sur 4 continents, afin de faire appel à la conscience des citoyens et des collectivités pour mettre en perspective les impacts environnementaux liés au développement des villes et des territoires,

Attendu que la ville est source de lien social et de développement humain, d'autant mieux qu'elle est enharmonie avec les territoires qui la nourrissent,

Attendu que toute action sur un territoire en entraîne d'autres, à différentes échelles de temps et de territoires,

Attendu que les perspectives de croissance démographique et urbaine en Afrique, exigent une mobilisation forte de l'ensemble des acteurs de la ville et des territoires, et impliquent une responsabilité particulière des urbanistes,

Osons la part du rêve, du désir et de la beauté, pour chaque être, dans sa vie au quotidien, pour le futur de ses enfants, quels que soient son pays, sa ville, son quartier, en Afrique.

- Considérant que les citoyens sont à l'origine de toute action de développement social et urbain, qu'ils doivent en être les acteurs et les moteurs et qu'ils en sont la finalité,
- Considérant que l'intégration des pays africains dans le processus de mondialisation doit se poursuivre, particulièrement dans les villes,
- Considérant que la lutte contre la pauvreté en Afrique devrait être une priorité partagée et que cela nécessite la mobilisation de l'ensemble des secteurs de l'économie et de la société,
- Considérant que dans les villes africaines la prévention et la recherche des conditions adaptées d'amélioration de l'habitat précaire doivent faire l'objet d'une mobilisation conjointe des acteurs publics et privés en concertation avec les populations,
- Considérant que les politiques de logement social mises en oeuvre en Afrique doivent être réexaminées afin de créer de véritables filières de production du logement social, sécurisant l'approche foncière et financière des populations,
- Considérant que l'accès de tous aux services et aux équipements de base et à la connaissance, est un des droits fondamentaux de tout être humain, au même titre que l'alimentation, la santé et l'éducation,
- Considérant que les flux financiers internationaux, doivent être reliés aux économies régionales et locales et favoriser en premier lieu un développement équilibré des villes et des territoires,
- Considérant que la croissance urbaine africaine n'est pas fatalement synonyme d'étalement urbain, mais au contraire d'organisation des villes en réseaux, dans des projets urbains à toutes les échelles de territoires,
- Considérant que «L'urbanisme procède de l'ensemble des activités humaines, dès lors qu'elles s'articulent, dans le temps, avec les territoires»,
- Considérant que les organisations internationales, étatiques, publiques, parapubliques, professionnelles, sont au service des populations,

Nous urbanistes, réunis à Yaoundé, en présence des délégations d'organisations professionnelles d'urbanistes d'Afrique du Sud, d'Algérie, du Bénin, de Côte d'Ivoire, du Cameroun, du Commonwealth, de France, du Maroc, du Togo, de la Tunisie, et des représentants des Écoles et Instituts de formation en urbanisme de Bamako, de Lomé et de Yaoundé,

- Approuvons les objectifs des Nations Unies de réduction de la pauvreté et de création d'établissements humains durables et équitables,
- Adhérons aux principes universels et aux valeurs humanistes qui fondent la « Nouvelle Charte d'Athènes » (2003) et la Déclaration de Vancouver (2006) et en particulier aux concepts de la ville cohérente et durable, tenant compte des spécificités des cultures et des territoires africains,
- Situons l'urbaniste au coeur de cette problématique par ses formations, ses pratiques, ses outils et ses méthodes et donc sa qualification reconnue par un organisme indépendant, dans une démarche pluridisciplinaire, en partenariat avec les expertises nécessaires des professionnels concernés par le territoire,

Nous nous engageons à :

- Contribuer au développement dans les trois ans et avec l'appui de la SFU, de l'association africaine de l'urbanisme (African Planning Association), dont les principes ont été définis dans la Déclaration de Durban, afin de conforter les réseaux professionnels, indispensables à tout développement durable des villes et des territoires africains,
- Participer aux travaux de la Conférence Planning Africa à Johannesburg du 14 au 16 avril 2008, à y promouvoir l'élaboration d'une « charte des villes durables africaines » et à consolider les liens au sein de la communauté des urbanistes africains,
- Être partenaire de la SFU au 2e Congrès Mondial des Urbanistes et au 4ème Forum Urbain Mondial de novembre 2008 en Chine et à l'exposition universelle de Shanghai de 2010 « Better City, Better Life »,
- A mettre au service du plus grand nombre les savoir faire des urbanistes et à développer les processus de formations initiales et continues,

Nous demandons aux organisations internationales, aux gouvernements et aux autorités localesafricaines :

- de reconsidérer les dispositions applicables aux pays en développement ou émergents dans le cadre des échanges internationaux et des règles fixées par l'OMC et les institutions financières, internationales, en vue de rééquilibrer les termes de l'échange,
- de privilégier dans les critères de décision, tout au long du processus d'évolution des villes et des territoires, le choix du développement durable et supportable et de la maîtrise de l'espace.
- de déterminer une politique de logement durable, intégrant des normes d'équipements progressifs pour répondre à la solvabilité des ménages,
- de mettre en oeuvre des mécanismes de financement solidaires et de mobiliser de façon croisée les différentes sources de financement publiques et privées,
- de prendre en compte le changement climatique, la sécurité et la sobriété énergétique, ainsi que la production d'énergies renouvelables locales et la mise en valeur de la biodiversité,
- de conforter une gouvernance associant l'ensemble des acteurs, à toutes les échelles de territoires, dans la perspective d'un développement durable,
- de reconnaître aux urbanistes africains la place qui est la leur dans la chaîne de la production de la ville et des territoires, pour un mieux vivre ensemble,
- d'associer les organisations représentatives des professionnels de l'urbanisme à la réflexion sur le développement urbain en Afrique,
- d'accroître les budgets en urbanisme, à la mesure des enjeux et des recommandations et de faire de l'exercice professionnel de l'urbanisme une pratique économiquement viable,

Nous invitons, en conséquence et en urgence, les responsables des organisations internationales, les gouvernements et les autorités locales africaines à soutenir l'initiative de Yaoundé.

Compte rendu intégrale des débats sur www.journees-mondiales-urbanisme.org